

Un appel de la tête de liste du NPA/94.

Projet de déclaration (rejeté) - 3.II.2010

Défendre nos retraites

Ne rien lâcher

Je me suis porté candidat comme tête de liste départementale du Nouveau Parti Anticapitaliste car je veux que s'expriment dans cette campagne électorale les exigences d'une politique de défense acharnée des intérêts du monde du Travail, de la jeunesse.

Militant syndical depuis de longues années, je constate avec mes collègues de travail la véritable guerre sociale à laquelle se sont attelés Sarkozy, l'UMP et ses donneurs d'ordre du MEDEF.

Élu pour démanteler les garanties obtenues par les travailleurs dans les années d'après-guerre, Sarkozy applique méthodiquement son programme. Pas un domaine n'est épargné : Enseignement, Santé Publique, Collectivités locales, etc.

Ma candidature sera donc avant tout celle du porte-parole de tout ceux qui veulent une politique de résistance effective à Sarkozy et au patronat.

Une nouvelle offensive contre nos retraites

C'est désormais annoncé : le clou des « réformes » de 2010 serait une nouvelle charge contre le système de retraites. Les charges précédentes ont largement appauvri les retraités. Qu'importe ! Sur la base d'un déficit largement créé par les largesses dont bénéficient patrons et possédants, les mesures suivantes sont « évoquées » :

- augmenter l'âge légal, de départ en retraite,
- augmenter les cotisations - étant entendu que les patrons ne seraient pas touchés, etc.
- Enfin, Fillon annonce déjà une baisse drastique du niveau des pensions des fonctionnaires. Selon lui, la question des modalités de calcul des pensions « se pose »...

Au-delà, c'est le système par répartition, solidaire par nature, qui est ciblé par les possédants. L'objectif est de parvenir à un système basé sur l'épargne individuelle. D'où la campagne actuelle sur la nécessité de « rapprocher » les régimes du privé et celui dont bénéficient les fonctionnaires.

Face à cette offensive, le NPA réaffirme la légitimité des revendications ouvrières, notamment :

- Le retour aux 37 ½ annuités
- Le maintien de l'âge légal de départ en retraite à 60 ans
- La garantie de ressource pour les retraités - 1500 Euros minimum, 75% du salaire moyen des 5 dernières années.

Contre Sarkozy et le MEDEF : Front Commun !

Chacun peut le constater : tout ceci n'empêche pas les directions syndicales de s'engager à fond dans le jeu du « dialogue social » avec le gouvernement.

Ainsi participent-elles toutes au Conseil d'Orientation des Retraites. C'est pourtant ce Conseil qui se charge de mettre en musique les directives du gouvernement contre le système actuel !

De même, toutes se préparent à participer aux tables rondes censées élaborer le nouveau train de mesures contre nos retraites.

On ne peut défendre les retraites et s'associer à l'élaboration de la politique sarkozyste. C'est

pourquoi j'appelle à refuser tout « dialogue » avec Sarkozy sur la base des revendications patronales.

- Contre la participation syndicale au Conseil d'Orientation des Retraites – conseil dont le gouvernement lui-même explique qu'il sert à « rapprocher les points de vue » entre syndicats et patrons.
- Contre l'acceptation des « négociations » sur les retraites annoncée par Sarkozy. Rien de bon pour les travailleurs ne sortira donc d'une telle table ronde, bien au contraire ! Darcos en a d'ailleurs donné le cadre : « *Personne ne pense qu'il faille augmenter le coût du travail en France* ».

Un premier test : le sommet social de Sarkozy (15 février)

Le gouvernement a donc annoncé un « sommet social », prévu le 15 février. Lors de ce sommet il annoncera aux « partenaires sociaux » l'« agenda des réformes » prévu par ses services pour 2010. Lesdits partenaires seront priés de s'atteler à l'élaboration des conditions de la mise en oeuvre de cette politique.

Participer à un tel sommet est un acte politique sans ambiguïté : les responsables syndicaux qui s'y rendront indiqueront par là-même leur disponibilité à participer à l'élaboration des contre-réformes. Leur présence signifiera qu'ils acceptent la légitimité de la politique sarkozyste.

Ce n'est pas acceptable, et c'est pourquoi je considère que

les directions syndicales ne doivent pas aller au sommet social

Sur la base d'une telle politique, d'une rupture effective du mouvement ouvrier et du gouvernement, il deviendrait possible de redonner confiance au monde du Travail. Celui-ci pourrait enfin croire que cette fois-ci, ses organisations sont prêtes à mettre en oeuvre la politique qui est nécessaire face à un tel gouvernement.

Il serait en particulier possible d'organiser dans l'Unité, l'action nécessaire en défense des retraites. Pour ma part je considère qu'une

Marche nationale en défense des retraites

deviendrait alors envisageable et nécessaire.

Anticapitaliste

L'offensive anti-sociale à laquelle nous assistons ne tombe pas du ciel. C'est l'économie de profit, le capitalisme qui en est la cause. C'est pour préserver les profits des privilégiés qu'on ruine la planète, qu'on démantèle les acquis les uns après les autres.

La campagne que je mènerai a aussi pour objectif de mettre ces questions en débat. Il faut mettre le capitalisme en accusation : on ne peut préserver durablement nos acquis sans remettre en cause l'économie de profit et les gouvernements qui la servent – fussent-ils étiquetés de « gauche ».

C'est pourquoi le NPA milite pour un gouvernement des travailleurs, planifiant l'activité économique selon les besoins de la population laborieuse, de la jeunesse et en tenant compte des grands équilibres naturels.